

LES INCIDENCES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LA SÉCURITÉ

SÉCURISER LA PLANÈTE OU LA « CLIMATISER » ?

BEN CRAMER *

Des perturbations climatiques vont amplifier les pressions sociales et environnementales existantes. Ces perturbations vont potentiellement aggraver les litiges territoriaux et frontaliers, les migrations, la désertification, l'insécurité alimentaire, les stress hydriques, la dégradation des terres et la diminution des ressources halieutiques. Mais il serait excessif de tout attribuer au climat et les principales causes de guerre civile sont autant politiques qu'environnementales. Le plus grand danger que posent les perturbations climatiques, ce n'est pas tant la dégradation des écosystèmes en soi, mais plutôt la désintégration de sociétés humaines entières, porteuses de famines, de migrations de masse et de conflits récurrents pour les ressources.

L'insécurité climatique

En évaluant l'appauvrissement des terres, en repérant les terres asséchées ou en anticipant le nombre de terres englouties ou prochainement englouties, le fait de savoir si le changement climatique ¹ représente une menace à la sécurité nationale ou internationale n'est plus vraiment une interrogation. Il s'agit plutôt de savoir dans quelle mesure les perturbations climatiques vont

* CHARGÉ DE RECHERCHES AU CENTRE INTERDISCIPLINAIRE DE RECHERCHES SUR LA PAIX ET D'ÉTUDES STRATÉGIQUES, CIRPES (EHES)

¹ *Climate change* est parfois maladroitement traduit par réchauffement climatique. Aussi maladroit que de traduire « sustainable » par durable. Mais la découverte du réchauffement climatique est une découverte scientifique aux implications politiques aussi gigantesques que l'invention de la bombe atomique. Cf. Spencer R. Weart, *The Discovery of Global Warming*, Harvard University Press, 2003.

représenter la goutte qui fait déborder le vase, vase qui contient déjà la pression démographique, la dégradation des sols, la disparition de forêts, d'eau potable et de poissons. D'autres questions vont s'imposer : les États les plus nantis et les moins vulnérables vont-ils miser plutôt sur des ripostes militaires ? Pour mieux délocaliser leurs pollutions ou pour imposer des occupations de sols ? Dans le même ordre d'idées, des États lésés, victimes, seront-ils de plus en plus tentés de recourir aux armes pour réclamer un dû ou un dédommagement pour dégât subi ? En invoquant le principe du pollueur-payeur ?

Au nom de la réduction des gaz à effet de serre, les États nantis semblent disposés à diffuser, voire brader la technologie d'enrichissement des matières fissiles, considérant que la prolifération nucléaire² est un prix acceptable à payer pour limiter le CO₂. A contrario ou en guise de revanche, les *Failed States*' ou États considérés comme « peu sûrs, en voie d'échec ou en état d'échec »³ seront de plus en plus tentés de s'approprier de nouvelles capacités de nuisance, quitte à contribuer aux dégradations climatiques.

32 Doit-on craindre des actes de terrorisme écologique comprenant l'altération des climats et les déclenchements à distance de tremblements de terre ou d'éruptions volcaniques⁴ ? La question n'est pas fortuite dans la mesure où la destruction de l'environnement est fréquemment une cible délibérée de la guerre. Elle est d'autant moins saugrenue que le scénario a déjà été envisagé par les pionniers du développement durable dont G.H. Brundtland qui écrivit en 1987 : « La manipulation délibérée de l'environnement (sous formes d'inondations ou de séismes artificiellement provoqués, par exemple) aurait, si jamais on y avait recours, des conséquences s'étendant bien au-delà des frontières des parties à un conflit »⁵.

² Ou *Économie de l'Apocalypse* comme l'écrit Jacques Attali, suite au rapport pour l'ONU, Fayard, Paris, 1995.

³ Cf. Harald, Welzer, *Les guerres du climat, Pourquoi on tue au xx^e siècle*, Gallimard, collection NRF essais, 2009.

⁴ Déclarations du secrétaire d'État des États-Unis à la défense, William Cohen, avril 1997 ; cf. transcriptions sur le site <http://www.fas.org/news/usa/1997/04/bmd970429d.htm> ; Spéculation ou projection ?

⁵ Cf. *Notre avenir à tous*, chapitre 11, paragraphe consacré aux « autres armes de destruction massive ».

La convention ENMOD

Détriquer le climat peut être considéré comme une arme visant à affaiblir l'adversaire, ruiner son économie. Le sujet fait recette depuis longtemps. Le mathématicien John Von Neumann qui, dès les années 1940, démarre ses recherches sur les modifications météorologiques, est épaulé par le département (États-Unis) de la Défense. Von Neumann appartient à ces scientifiques qui perçoivent les perspectives « inimaginables » de la guerre climatique, les atouts d'une arme suffisamment discrète pour que celui qui la manie puisse conserver son anonymat et que son méfait ait des chances de ne pas être détecté.

Le travail des chercheurs américains va d'ailleurs être exploité par les militaires sur le champ de bataille indochinois, dans les années 1970. En pleine guerre du Vietnam, l'iodure d'argent mis au point par ou pour le Pentagone a pour objectif de provoquer des pluies torrentielles, d'allonger la saison de la mousson et de rendre impraticable la piste Ho Chi-Minh ; c'est l'opération Popeye, 2 300 missions-pluies menées par l'escadron 54 de reconnaissance météo. Cette technique de géo-ingénierie appliquée sur le champ de bataille de 1966 à 1972, aura coûté 21,6 millions de dollars (de l'époque) ⁶. Tandis que l'*US Air Force* se montrera incapable d'évaluer l'impact réel de ces missions, la presse, dès 1974-1975, s'empare du sujet, le camouflage de l'« opération Popeye » est un échec, et l'entourage du président Johnson est fragilisé par l'enquête menée par le Congrès. Bien que le sujet soit vite enterré, cette mini-guerre météo aura eu le mérite de déclencher une initiative d'envergure : la mise au point de la première convention censée préserver à la fois la planète et l'humanité – ce qu'aucun traité de désarmement n'a honoré ni auparavant, ni depuis. Il s'agit de la « Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles » (1976) surnommée Convention ENMOD ⁷, entrée en vigueur en octobre 1978.

⁶ Cf. article de Seymour Hersh dans le *New York Times* du 3 juillet 1972, note : cf. <http://select.nytimes.com/gst/abstract.html?res=F20D13FB3F5F117B93C1A9178CD85F468785F9> & scp = 4 & sq = rainmaking + vietnam & st = p

⁷ ENMOD étant l'abréviation de *ENvironmental MODification*, cf. aussi Ben Cramer, « ENMOD, la convention méconnue », *Valeurs Vertes*, n° 78 ; et « Quand les militaires détraquent le climat », *Nexus*, n° 73, mars-avril 2011.

La Convention ENMOD vise précisément à prévenir l'utilisation de l'environnement comme instrument de guerre, soit en interdisant la manipulation délibérée de processus naturels pouvant conduire à des phénomènes tels que des ouragans, des raz-de-marée ou des modifications des conditions climatiques.

Pouvoir mener la guerre à l'insécurité climatique est une ambition qui persiste. Si les forces armées enrôlées sous les drapeaux semblent incapables de recoudre les trous dans la couche d'ozone et impuissants face aux raz-de-marée et autres tsunamis⁸, « il n'est pas impossible de penser que l'homme sera un jour capable de manipuler d'autres forces de la nature, comme les ouragans, les tremblements de terre, les tsunamis ou les volcans ; ou les moyens futurs de découper « sur mesure » un trou dans la couche d'ozone au-dessus du territoire ennemi, comme le pronostique Westing⁹.

Mais ENMOD, qui a hélas été un peu marginalisé ces dernières années, pourrait servir de parade à tout ce qui est géo-ingénierie. Si l'on se réfère au projet de recouvrir les déserts d'une bâche blanche, les écosystèmes désertiques, soit 2% de la surface du globe, vont disparaître. Mais, plus grave encore, ce revêtement bricolé (et hors de prix) risque « *de perturber à large échelle la structure de la circulation atmosphérique, dont la mousson venue d'Afrique de l'Est qui apporte la pluie en Afrique subsaharienne* »¹⁰.

34

Des hivers nucléaires ?

*« La prédiction n'est pas chose facile,
surtout s'agissant du futur. »*

Niels Bohr¹¹

Les recherches menées pour établir des liens, des passerelles entre les changements ou perturbations climatiques, « la sécurité

⁸ La reconnaissance de l'effet des expérimentations nucléaires sur les tsunamis n'apparaît qu'en 2011.

⁹ Cf. Westing, auteur de plus de 150 publications scientifiques dont *Global resources and international conflict*, SIPRI Oxford University Press, 1986 ; cf. aussi l'ouvrage collectif, *Les conflits verts – la dégradation de l'environnement, source de tensions majeures*, Bruxelles, édité par le GRIP fin 1992.

¹⁰ Cf. Alan Robock, in *Bulletin of Atomic Scientists*, mai 2008.

¹¹ Niels Bohr, physicien danois, 1885-1962.

humaine », les migrations et les conflits armés ¹² ne datent pas d'hier... Toutefois, la sécurité environnementale – en tant que protection des conditions de la vie humaine sur la planète Terre – est un concept relativement récent ¹³ alors même que l'expression « *climate change* » a été prononcée pour la première fois dès 1975 ¹⁴. Le concept a aussi donné naissance à l'appellation « sécurité écologique » dans les années 1990. Ces concepts ont longtemps masqué le fait que l'une des principales lacunes des connaissances du grand public dans le domaine de l'environnement portait sur le lien ou les liens entre environnement et conflits ¹⁵. Cette conscience nouvelle va susciter une bataille de chiffres. Nous y ferons juste allusion. Comme l'écrit Sara Parkin : « J'ai souligné que, à proprement parler, la détérioration de l'environnement menaçait très directement la sécurité nationale : en effet, 20 millions de personnes sont mortes chaque année, selon les estimations, parce que le lieu où elles habitaient n'était plus un cadre permettant la vie. Or les décès dus à des conflits armés depuis 1945 se chiffrent, toujours selon les estimations, à 20 millions au total » ¹⁶. Mais, indépendamment des chiffres, aisément contestables, les forces armées des grandes puissances nucléaires ont été contraintes à penser aux perturbations climatiques, non pas en tant qu'armes mais en tant que retombées inévitables d'un échange d'ogives. Dans les années 1980, à partir de simulations, les participants à la première conférence internationale (établie par satellite entre Washington et Moscou) concluent que n'importe quelle variante de recours aux armes nucléaires se solderait par des calamités pour notre planète. La conclusion est formulée par deux équipes travaillant indépendamment et selon des méthodes différentes. L'une au centre de calcul de l'Académie des sciences de l'URSS sous la direction de N. Moisseev et l'autre, américaine,

¹² Cf. Fabrice Renaud de l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'université des Nations unies

¹³ Le politologue Barry Buzan l'évoque dès 1983 en revisitant le champ de la sécurité ; cf. « Environment as a Security Issue », dans Paul Painchaud (dir.), *Geopolitical Perspectives on Environmental Security*, Groupe d'études et de recherches sur les politiques environnementales (GERPE), Université Laval, Cahiers du GERPE 92-05, 1992, p. 2.

¹⁴ Cf. Le terme « *climate change* » inventé par le climatologue Wallace Broecker est paru dans la revue *Science* le 8 août 1975.

¹⁵ Cf. Enquête du programme des Nations unies pour l'Environnement, UNEP.

¹⁶ Cf. Sara Parkin, *La sécurité environnementale*, forum du Désarmement, UNIDIR, Genève.

autour de savants dont C. Sagan et P. Ehrlich¹⁷. En 1982, Paul Crutzen fait partie des premiers à suggérer que la fumée des feux et des poussières de surface générés par une guerre nucléaire générale entre les deux « poids lourds » de la guerre froide pourrait générer un changement climatique global¹⁸. Le discours sur l'hiver nucléaire va donc occuper une partie de l'espace médiatique¹⁹. Il va alerter les États qui se considèrent comme vulnérables. Ainsi, en 1986, le gouvernement néo-zélandais décide de réaliser la première étude détaillée des effets qu'exercerait un « hiver nucléaire » sur le pays. Ironie du destin, l'étude sera financée avec l'argent que le gouvernement français va verser à titre de dédommagement pour son implication dans la destruction du *Rainbow Warrior*. Autre ironie, s'il en est, la géo-ingénierie qui s'est invitée dans le débat post-Kyoto et qui prétend palier l'effet de serre par un « *global cooling* » emble regretter que l'hiver nucléaire simulé n'ait pas pu se concrétiser à une petite échelle.

Les chercheurs et leurs écoles

36

Les instituts qui se penchent sur le dossier tentent (aussi) de déceler l'influence des crises environnementales sur l'émergence ou la poursuite de conflits armés ; d'évaluer l'influence de la gestion des ressources sur la paix et la sécurité, tant au niveau national qu'international. Chacun d'entre eux aborde indirectement la question climatique. Parmi les théoriciens des relations internationales :

¹⁷ Cf. aussi N. Moisseev, *La nuit nucléaire, les conséquences climatiques et biologiques d'une guerre nucléaire, les savants avertissent*, Moscou ; Cf. Oboukhov, G. Golitsyne, « Conséquences atmosphériques possibles d'un conflit nucléaire », *Zemlia i Vsélennaïa*, 1983, n° 6, p. 47.

¹⁸ Paul Crutzen est triplement célèbre pour son rôle dans le problème de l'ozone stratosphérique, la popularisation du concept d'« anthropocène » et la théorie de l'hiver nucléaire.

¹⁹ Cf. P. Ehrlich, Carl Sagan, *Le froid et les ténèbres, le monde après une guerre atomique*, éditions Belfond ; cf. aussi P. Ehrlich et coll., *The Cold and the Dark: The World After Nuclear War*, New York, W.W. Norton, 1984 ; Ehrlich, P.R., and A.H. Ehrlich, 1988. *The Environmental Dimensions of National Security*, Stanford, CA, Stanford Institute for Population and Resource Studies ; Cf Yevgeni Velikhov, *The Night After... Scientist's warning, Climatic and Biological Consequences of a Nuclear War*, Moscou, Mir, 1985.

Arthur Westing ²⁰. Pour Westing, (et son école), les changements environnementaux et la diminution des ressources contribuent pour beaucoup à l'émergence des conflits armés. Parmi les pionniers, le « groupe de Toronto » autour de Homer-Dixon ²¹. Il s'agit du programme d'études sur la paix et les conflits de l'Université de Toronto et intitulé *Project on Environment, Population and Security*. Il met à disposition tout un éventail d'interprétations des phénomènes et de leurs conséquences en cherchant à montrer combien les pénuries de ressources et les conflits violents (armés) sont indissociables. Il se base sur certaines études de cas dont le Chiapas au Mexique ²², la bande de Gaza au Moyen-Orient (Palestine), le Pakistan et l'Afrique du Sud.

Parmi les autres institutions, qui font autorité, le groupe issu de *l'Environment and Conflicts Project* (ENCOP), mis en place par Bächler and Spillmann à l'université polytechnique (ETH) de Zürich, les chercheurs de *l'International Peace Research Institute* (PRIO) ou école d'Oslo pour qui les variables écologiques et sociopolitiques se combinent. Ces chercheurs ont mis sur pied une base de données recensant toutes les guerres civiles dans le monde. Ces informations ont servi aux chercheurs du *Earth Institute* de l'université Columbia à sortir une nouvelle étude ²³, l'une des premières à déterminer une corrélation entre guerres civiles (à l'état de la planète et pas d'un continent) et le phénomène *El Nino Southern Oscillation* ou ENSO ²⁴; Enfin, le projet *Matthew's Global Environmental Change and Human Security Project* (GECHS) basé à Irvine en Californie qui concentre son travail de recherche sur ce qu'il est convenu d'appeler les « capacités d'adaptation » des sociétés humaines.

²⁰ Cf. Parmi les ouvrages d'A. Westing, *Global Resources and International Conflict: Environmental Factors in Strategy, Policy and Action*, Oxford, R.-U., Oxford University Press, 1986.

²¹ Cf. Homer-Dixon, T. « On the Threshold: Environmental Changes as Causes of Acute Conflict », *International Security*, vol.16, n° 2, 1991, p. 76-116.

²² Cf. Thomas F. Homer-Dixon et Philip Howard, « Environmental Scarcity and Violent Conflict: The Case of Chiapas, Mexico », University of Toronto, *Occasional Paper for the Project on Environment, Population and Security*, janvier 1996.

²³ Cf. Salomon Hsiang, Kyle Meng et Mark Cane, « Civil conflicts are associated with the global climate », *Nature* vol. 476, 25 août 2011.

²⁴ ENSO aurait joué un rôle dans 21 % de tous les conflits civils produits entre 1950 et 2004, cf. *Nature*, op. cit.

Le débat sur les « capacités de charge »

38

Associer les tensions et les violences à la raréfaction des ressources alimentaires, elle-même entretenue à la fois par une croissance de la population et une dégradation de l'environnement, peut conduire à la défense des thèses néo-malthusiennes de Gaston Bouthoul, l'un des pères (français) de la polémologie. Des thèses contestables et contestées, qui ont porté atteinte à Bouthoul d'abord, et qui ont porté un coup – *last but not least* – à la crédibilité de la polémologie²⁵, discipline en voie de disparition dans les années 1970. Dès qu'il y a dépassement de cette capacité de charge (*Carrying Capacity*) de l'environnement « naturel », et donc un déséquilibre croissant entre poids démographique et quantité de ressources, l'apparition d'un conflit est considérée comme quasi inéluctable. Cette théorie ne satisfait pas des anthropologues comme Brian Ferguson²⁶ par exemple. « Nous découvrons que, si une population souffre d'un manque en ressources de base, la principale cause de cette pénurie est une distribution inéquitable de ces ressources à l'intérieur de la société, une question politique et économique plutôt que la conjugaison d'une trop grande population et d'un manque de ressources. Chez les peuples de la côte nord-ouest du Pacifique, avant le dépeuplement du XIX^e siècle, des groupes s'affrontaient pour l'accès aux ressources primaires, tels les estuaires abritant des bancs de saumons », rappelle Fergusson. Bref, la singularité des situations ne permet pas de transposer. Ainsi, en de très nombreux endroits du globe (Brésil, Venezuela), comme chez les Yanomami, la guerre n'est pas liée à un combat pour la nourriture. En s'appuyant sur des études de cas, on s'aperçoit que les relations écologiques locales, les luttes de pouvoir au sein des gouvernements, les spécificités culturelles comme les croyances sont des facteurs qui peuvent interagir. Ainsi intervient la complexité. Miser sur l'inéluctabilité des *clashes* qui frapperaient ou frapperont « naturellement » les États en faillite, – ou en phase de le devenir –, ferait l'impasse sur les capacités de gérer les conflits et de s'adapter, des capacités qui ne sont pas uniformes. Comme le soutient Oli Brown, de l'Institut international du développement durable (IIDD), « Nous avons vu, à travers la région et le monde, que les conditions de stress

²⁵ Une discipline qui n'est enseignée en France aujourd'hui qu'à l'université de Strasbourg ; qui a conservé des disciples aux Pays-Bas ; qui réapparaît aujourd'hui après une longue traversée du désert. Cf. François-Bernard Huyghe, <http://www.huyghe.fr/actu>

²⁶ Cf. Brian Fergusson, interview dans *La Recherche*.

provoquent des conflits dans certaines régions mais pas dans d'autres »²⁷.

En cherchant à évaluer l'impact de la croissance économique ou de son absence dans une zone donnée et la propension aux conflits, des chercheurs du Wilson Centre et d'autres instituts spécialisés ont montré, dans un rapport publié par le Brookings Institute, qu'il y aurait peu de corrélation entre les conflits violents et des variables tels que la répression politique, la fragmentation ethnique, l'histoire coloniale, ou la densité de la population. Les facteurs économiques seraient déterminants. « 1 % de baisse du PNB accroît les probabilité de conflit (*civil conflict*) de plus de deux points ». On pourrait en conclure que les chances de voir ces sociétés ne pas recourir à la force, ne pas succomber à la guerre (pour résoudre des problèmes tels que le manque de ressources disponibles) sont proportionnelles à l'accroissement du PNB, à l'apparition des chiffres positifs dans un bilan économique.

Le climat, facteurs belligènes

Pouvons-nous à ce stade esquisser quelques lignes directrices ?

39

Dans la mesure où il serait fallacieux d'isoler le facteur environnemental de son contexte, on peut affirmer que les facteurs environnementaux sont rarement, pour ne pas dire jamais, la seule cause de conflits violents, de conflits armés. Les perturbations climatiques vont exacerber les tensions qui pré-existent. C'est ce que soutient par exemple l'expert des « conflits hydrauliques » ou « guerres de l'eau » Frédéric Lasserre, de l'université Laval au Québec²⁸. Si le continent africain court le plus de risques de subir des conflits générés par le climat, c'est dû au fait que l'économie est fondée sur des secteurs qui dépendent du climat, tels que l'agriculture pluviale. On pourrait ajouter a) que les causes profondes de la sécheresse qui sévit actuellement dans le Nord du Kenya résident dans les pratiques des éleveurs, comme le prétendent certaines défenseurs

²⁷ Cf. Oli Brown et Alex Crawford, *Changements climatiques et sécurité en Afrique*, étude réalisée pour le forum des MAE d'Afrique du Nord, mars 2009 ; cité par Léonie Joubert, dépêche Inter Press Service, (IPS), 2 septembre 2010.

²⁸ Cf. Frédéric Lasserre, *Revue internationale et stratégique* (Paris), 66, 2007/2, p. 105-118, cf. aussi Frédéric Lasserre et Luc Descroix, *Eaux et territoires. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*, Québec, Presses de l'université du Québec, 2^e édition, 2005, 510 p.

de l'environnement dont *David Western*, et b) que (seuls) 8 des 54 États africains ont respecté les engagements pris par leurs dirigeants de porter leurs investissements dans l'agriculture à 10% de leurs budgets nationaux.

Le Darfour, un exemple qui n'en est pas

Le conflit dans la région soudanaise du Darfour a été élevé au rang de « première crise due au changement climatique » par le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon. Selon un rapport PNUÉ ²⁹ de 2007 consacré au conflit du Soudan, la concurrence pour l'appropriation des ressources naturelles ne peut être dissociée du changement climatique puisque la désertification a accru les pressions exercées sur les moyens de subsistance des sociétés pastorales, contraignant celles-ci à se déplacer vers le sud pour trouver des pâturages ³⁰.

40

L'affirmation a trouvé un certain écho dans le monde de la recherche : Marshall Burke, économiste à Berkeley (Californie) a établi une corrélation entre le changement climatique et l'occurrence des guerres en Afrique subsaharienne. Nous y reviendrons. L'expert norvégien, Halvard Buhaug, de l'Institut de recherche sur la paix PRIO d'Oslo, dit se méfier des thèses selon lesquelles des conflits, comme celui du Darfour au Soudan, découlent de causes environnementales plutôt que politiques. Si, au Darfour, la dégradation de l'environnement et donc des conditions agro-pastorales est à l'origine d'un déséquilibre croissant entre population et ressources, source d'exacerbation des tensions entre groupes tribaux, les causes de cette dégradation ne sont-elles pas à rechercher ailleurs que dans le réchauffement climatique ? Le « ailleurs » se situe entre le « mal développement » rural d'une région au riche potentiel agro-pastoral, convoitée par des « investisseurs proches du régime ou d'intérêts internationaux en quête de « sécurité alimentaire ». Ainsi, « le réchauffement climatique n'aura d'impact qu'en liaison avec ce maintien d'économies agraires bloquées, juxtaposées à des formes conquérantes d'*agrobusiness* peu concernées par la

²⁹ Cf. Programme des Nations unies pour l'Environnement, <http://www.unep.org/conflictsanddisasters/>

³⁰ Cf. aussi De Waal, A. « Is Climate Change the culprit for Darfur? », article affiché sur le blog le 25 juin 2007, Social Science Research Council, disponible sur : <http://www.ssrc.org/blogs/darfur/2007/06/25/is-climate-change-the-culprit-fordarfur/>, 2007.

reproduction de la fertilité des sols ou des systèmes sociaux»³¹. Buhaug ou Cambrézy ne représentent pas des voix isolées.

La thèse de M. Burke est contestée par plusieurs chercheurs, dont le géographe français, Marc Lavergne, qui a mené une étude empirique sur le Darfour. Pour Lavergne, le conflit a, d'abord et avant tout, des causes sociales, économiques et politiques. «La rhétorique du réchauffement climatique peut contribuer à dédouaner le gouvernement central de la dévastation de cette région». Le géographe ne nie pas que des phénomènes de désertification sont à l'œuvre et que des tensions existent pour l'accès à la terre et à l'eau au Darfour, mais il souligne qu'il est simpliste de réduire cette crise au facteur environnemental. Il tend à démontrer que les causes immédiates des conflits et crises alimentaires, conséquences directes de déplacements de population, sont elles-mêmes le résultat de processus plus anciens, plus lents et plus profonds. Pour lui, rejeter la responsabilité des conflits du Darfour sur le changement climatique équivaut à évacuer les responsabilités d'acteurs qui sont *de facto* à l'origine de la crise. Parmi eux, la puissance coloniale britannique et l'État soudanais. C'est l'État qui a maintenu le Darfour dans un état de sous-développement en le cantonnant aux activités agropastorales. Les dirigeants soudanais réservaient en effet l'ensemble des ressources nationales à la région centrale du pays dont ils étaient originaires. Plus généralement, M. Lavergne se méfie de cette «récupération» du réchauffement climatique comme explication unique des combats car, dit-il sous forme de mise en garde, cela «évacue la responsabilité des acteurs effectivement à l'origine des crises ou des conflits»³². Il en conclut de façon peut-être hâtive que la guerre du climat n'aura pas lieu!

Les relations de cause à effet

En s'appuyant sur l'historique des conflits et leur mise en relation avec les courbes de températures, l'étude de Marshall Burke de l'université de Berkeley, et intitulée «Le réchauffement augmente le risque de guerre civile en Afrique», tend à prouver qu'il y a corrélation entre climat et conflits. Basée sur une modélisation informatique, l'étude sortie en octobre 2009, chiffre (déjà!) le nombre de victimes

³¹ Cf. Luc Cambrézy et Véronique Lassailly-Jacob, «Du consensus de la catastrophe à la surenchère médiatique—Introduction», *Revue Tiers Monde* 4/2010, n° 204, p. 7-18.

³² Cf. Marc Lavergne, «Le réchauffement climatique à l'origine de la crise du Darfour?», *Revue Tiers-Monde*, n° 204, octobre-décembre 2010.

à 459 000 morts en 2030, soit, en raison du « réchauffement », à 393 000 victimes additionnelles, ce qui représente une augmentation approximative de 54 % « d'incidences » de conflits armés à l'horizon 2030 ; « à la condition, ajoute le rapport prospectif, que les guerres futures soient aussi meurtrières que les guerres récentes » ; ces *projections* s'appuient sur une série d'événements intervenus sur le continent africain entre 1981 à 2002.

Ces hypothèses sur lesquelles Marshall B. Burke et ses collègues avaient bâti leur modèle sont contestées, y compris par un chercheur en sciences politiques comme Buhaug. Certes, il est possible de trouver des liens historiques solides entre la guerre civile et la température en Afrique, avec des années chaudes entraînant des augmentations significatives de la probabilité de guerre. Néanmoins... Comme le fait remarquer le chercheur en sciences politiques, il n'existe pas de corrélation tangible entre la fréquence des guerres civiles de ces cinquante dernières années en Afrique subsaharienne et les courbes de températures et de précipitations. D'autant plus que, si la température a continué à croître au cours des dix dernières années, et si le climat est plus sec depuis des décennies, les conflits, eux, ont plutôt décliné.

42

L'étude conduite quelques mois plus tard par Halvard Buhaug ³³ contredit en tous points cette corrélation. Avec le titre « n'incriminons pas le climat ! », Buhaug veut démontrer que la variabilité climatique est un piètre élément d'explication (et donc, de prévision) des conflits et qu'au bout du compte, l'origine des crises passées (et des mouvements forcés de population qui les ont accompagnées) est moins à rechercher du côté de l'environnement que de celui des conditions sociales et politiques qui constituent le substrat des rivalités ethniques, de l'accaparement du pouvoir et des ressources, du sous-développement ou mal développement, et de la pauvreté.

Au stade actuel des connaissances et analyses, et au-delà des considérations politiques, il n'existe pas d'élément déterminant pour suggérer des liens de cause à effet entre les changements d'ordre environnemental et les conflits armés inter-étatiques. Dans le cas de guerres civiles, ces conflits infra-étatiques qui représentent aujourd'hui la majorité des conflits dans le monde, les facteurs belligènes s'expliquent majoritairement par des contextes

³³ Halvard Buhaug, Nils Petter Gleditsch et Ole Magnus Theisen, *Implications of Climate Change for Armed Conflict*; papier commandité par le groupe de la Banque mondiale pour l'atelier « Dimensions sociales du changement climatique ».

structurels : l'exclusion politique de certaines ethnies ³⁴, la faiblesse des économies, tout comme l'effondrement du « système » formaté et engendré par la guerre froide. On pourrait dire que les causes structurelles de conflits – comme la dés-étatisation, l'émergence de marchés de la violence, l'exclusion ou l'extermination de groupes ou catégories de population – se trouvent renforcées par des problèmes écologiques dont, par exemple, la perte de ressources comme le sol et l'eau.

En dépit des controverses sur les courbes et les données fournies par les climatologues, une majorité se dessine pour reconnaître que les conséquences potentielles du changement climatique sur la disponibilité de l'eau, la sécurité alimentaire, la prévalence des maladies, les frontières côtières et la répartition de la population pourraient aggraver les tensions existantes et générer de nouveaux conflits. Il est toutefois difficile et hasardeux d'établir des relations de cause à effet ; d'autant plus que la période actuelle se caractérise par une baisse sensible du nombre de conflits par rapport à la période de la guerre froide. Peut-on se risquer à établir un lien entre catastrophes naturelles et conflits ? L'étude menée par le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (2006), est précise ; mais il est difficile d'en tirer des conclusions. Sur les 171 catastrophes causées par des tempêtes et des inondations depuis 1950 – ayant fait chacune au moins 1 000 victimes – un lien manifeste a été établi dans douze cas entre la catastrophe naturelle et l'intensification d'un conflit ou d'une crise politique.

La diplomatie internationale

« The whole notion of security as traditionally understood – in terms of political and military threats to national sovereignty – must be expanded to include the growing impact of environmental stress – locally, nationally, regionally and globally ».

UN World Commission on Environment and
Development - 1987

La formalisation du concept de « sécurité environnementale » dans la théorie des relations internationales intervient au début des années 1990. Alors que la sécurité climatique se doit de patienter, la période post-guerre froide, avec ou sans dividendes de la paix, révèle [...] que les menaces militaires ne sont pas ou ne sont plus le seul facteur d'insécurité dans le monde. Cela apparaît évident,

³⁴ Qui forment des « micro-nations » comme dirait Wangari Maathai.

mais du temps de la guerre froide, de la confrontation des blocs ou pactes, les esprits étaient formatés autrement : rares étaient ceux pour qui l'explosion démographique, la faim, la limitation des ressources, la contamination radioactive des sols, la déforestation³⁵ et le viol de l'environnement représentaient des menaces de premier plan. Cette évidence découle de plusieurs analyses qui mettent en avant l'interaction entre la préservation de certaines richesses et la sécurité. [...] D'autre part, il existe une volonté de pacifier les rapports internationaux. Déjà dans les années 1980, avant l'effondrement du mur de Berlin, le groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies sur les rapports entre le désarmement et le développement écrivait : « Il ne fait désormais aucun doute que la pénurie de ressources et les contraintes écologiques font peser des menaces réelles et imminentes sur le bien-être futur de tous les peuples et de toutes les nations. Ces problèmes revêtent un caractère essentiellement non-militaire et il est absolument nécessaire qu'ils soient traités en tant que tels ».

44

On voit alors émerger une réflexion stratégique sur la politique environnementale. L'année 2003-2004 marque un tournant, avec la parution d'un article retentissant dans la revue *Nature*. Son auteur est Sir David King, le conseiller scientifique de Tony Blair, qui affirme que la menace à venir n'est pas le terrorisme mais bien les effets dévastateurs que pourrait avoir le « changement climatique ». Cette perception des menaces va se diffuser. D'après une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) citée par le prestigieux *Worldwatch Institute*³⁶, le changement climatique fait, annuellement, davantage de victimes que le terrorisme³⁷. La vie et la mort ne passent donc plus (seulement) par le prisme du 11 septembre (2001). Quasiment à la même époque, le Pentagone publie un rapport relatif aux conséquences du réchauffement sur les relations internationales et les problèmes géopolitiques qui pourraient en découler.

³⁵ « *Only we can prevent forests* » : nous sommes les seuls à pouvoir empêcher la forêt, fut la devise de l'US Air Force au Vietnam.

³⁶ The *Worldwatch*, une institution de référence, créée en 1975, a pour objectif d'améliorer la prise de conscience du public sur les menaces environnementales. Le premier rapport concernant la sécurité date de 1995, p. 136.

³⁷ On avance le chiffre de 150 000 morts par an, victimes du réchauffement de la planète, cf. *ICT Update Magazine*, bulletin d'alerte pour l'agriculture ACP.

Dans le cadre du *High Level Panel on Threats*³⁸ sur les menaces, les défis et le changement, l'ex-secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, demande (2003-2004), que l'environnement soit reconnu comme source de conflits ; il s'agit là d'une minirévolution culturelle dans la mesure où les questions de sécurité environnementale ne figurent pas dans la charte de l'ONU ; dans la mesure aussi où le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)³⁹ et son président, Rajendra Pachauri, lauréats du prix Nobel de la Paix 2007, sont plutôt réservés sur cette question. Le décalage semble très net entre l'intérêt des militaires pour la météo comme « force multiplicatrice » et le silence assourdissant qui règne au 7^e étage de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à Genève sur tout ce qui a trait aux guerres climatiques potentielles et même aux modifications non aléatoires mais intentionnelles du climat. Comme dirait Buhaug, « si les implications sécuritaires du changement climatique méritent d'être prises au sérieux dans le débat politique, le GIEC devrait être à l'avant-garde pour enquêter sur elles de façon systématique »⁴⁰. D'ailleurs, cette jonction entre les questions de climat et de sécurité est déjà présente dans la commission présidée en 1987 par Gro H. Brundtland. Dans le rapport intitulé « Notre Avenir à tous »⁴¹, considéré comme l'un des textes sacrés du développement durable, on peut lire : « au cours de la première moitié du prochain siècle, il se pourrait que le niveau des mers et des océans s'élève suffisamment pour modifier de façon radicale le tracé et l'importance stratégique des voies d'eau internationales—effets qui, l'un et l'autre, aggraveraient probablement les tensions internationales ». Le diagnostic est pertinent en dépit du « probablement » un peu trop diplomatique.

³⁸ Rapport du groupe de personnalités de haut niveau intitulé « un monde plus sûr : notre affaire à tous ». Parmi eux, Robert Badinter et Gro Harlem Brundtland. <http://www.un.org/french/secureworld/>; <http://www.un.org/french/secureworld/panelmembers.html>

³⁹ Plus communément dénommé IPCC, acronyme anglo-saxon. C'est l'autorité scientifique de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC).

⁴⁰ Buhaug, *Implications of Climate Change for Armed Conflict*, op. cit., p. 4.

⁴¹ Commission mondiale sur l'environnement et le développement (sous la présidence de Gro Harlem Brundtland), *Notre avenir à tous*, Montréal, Les Éditions du Fleuve, 1988.

Le réveil onusien

Ce n'est qu'en novembre 2001 que l'assemblée générale des Nations unies proclame ⁴² que le 6 novembre sera chaque année la Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement ⁴³ en temps de guerre et de conflit armé ⁴⁴, soit 24 ans après l'entrée en vigueur du traité ENMOD ⁴⁵.

Un rapport alarmant sur les liens existant entre réchauffement climatique et guerres civiles, sorti en janvier 2008, va provoquer un sursaut au sein du programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). « La politique climatique doit devenir une politique de sécurité préventive » s'exclame son directeur général, Achim Steiner. Ce rapport, publié à Londres sous le titre *World in Transition – Climate Change as a Security Risk* ⁴⁶, a été rédigé par le Conseil consultatif scientifique du gouvernement fédéral (allemand) pour les questions relatives aux changements environnementaux mondiaux (WBGU). Une référence en la matière. En guise de conclusion, les auteurs font valoir que si le problème du changement climatique n'est pas maîtrisé, il est susceptible d'aggraver d'anciennes tensions et d'en déclencher de nouvelles dans certaines zones de la planète qui pourraient sombrer dans la violence, le conflit (armé) et la guerre. Le professeur Hans Schellnhuber, l'auteur principal dudit rapport ⁴⁷, écrit : « Sans moyens de lutter, le changement climatique détruira les capacités adaptatives de nombreuses sociétés dans les décennies à venir. Cela pourrait entraîner de la déstabilisation et de la violence compromettant la sécurité nationale et internationale à un nouveau niveau ». Ce constat est alarmant, mais il mérite sûrement quelques précisions par rapport justement à la sécurité. D'un côté, le panorama des 73 conflits environnementaux considérés comme tels et répertoriés entre 1980 et 2005, fait apparaître qu'ils sont limités

46

⁴² Suite à la résolution 56/4.

⁴³ Cf. http://www.un.org/Depts/dhl/dhlf/environment_war/

⁴⁴ http://www.un.org/Depts/dhl/dhlf/environment_war/

⁴⁵ ENMOD a été signée par plus de 65 États, dont les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Inde, le Japon, le Brésil, le Pakistan. Parmi les absents, la France; les diplomates français à Genève ont déclaré que la France s'est « posée la question (d'adhérer) lors de la conférence d'examen du TNP en 2005.

⁴⁶ Ou *Le changement climatique comme risque à la sécurité*, chez l'éditeur Earthscan, ISBN 978-1-84407-536-2.

⁴⁷ Directeur de l'institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique et professeur à l'université d'Oxford.

dans l'espace ; ils ne présentent de ce fait aucune menace réelle pour la sécurité internationale. D'un autre côté, si nul n'est en mesure de déterminer le type de conflits et leur degré d'intensité, il n'y a pas lieu de croire que ceux-ci seront confinés dans une zone donnée. Dans un monde de plus en plus interdépendant, l'augmentation du nombre de conflits armés – en Afrique ou ailleurs – aura des incidences qui excéderont les pourtours du continent noir.

En juin 2009, l'assemblée générale de l'ONU adopte une résolution concernant les effets néfastes des changements climatiques et leurs implications sur la sécurité internationale. C'est la première fois que les délégations des différents États membres parviennent à un consensus pour adopter une résolution établissant un lien entre changements climatiques et sécurité internationale : Aux termes de la résolution A/63/L.8/rev.1, parrainée par plus de 90 pays, l'assemblée générale, « profondément préoccupée par les répercussions que les effets néfastes des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau des mers, pourraient avoir sur la sécurité, invite les organes pertinents de l'organisation des Nations unies à intensifier, dans le cadre de leurs mandats respectifs, les efforts qu'ils consacrent pour examiner et traiter le problème des changements climatiques, notamment les répercussions que ceux-ci pourraient avoir sur la sécurité ».

Une certaine vision américaine

« La catastrophe écologique n'est une calamité terrorisante que pour les civils ; pour les militaires, elle est simulation du chaos et, par conséquent, un sujet d'études et une occasion de grandes manœuvres en terrain libre, au-delà des frontières nationales. »

Paul Virilio ⁴⁸

Les études d'impact sur la sécurité nationale des phénomènes tels que la désertification, la montée du niveau de la mer, les mouvements de population et la compétition croissante pour les ressources naturelles ne sont pas forcément du ressort du Pentagone, mais celui-ci y trouve son intérêt : sur le plan national, il s'agit d'un merveilleux prétexte pour résister aux coupes sombres dans le budget. Sur le front extérieur, les enjeux climatiques représentent

⁴⁸ Cf. Paul Virilio, *Défense populaire et luttes écologiques*, Galilée, Paris, 1978, p. 63.

une ouverture pour l'interventionnisme écologique. Les menaces d'ordre environnemental font peser « un poids supplémentaire sur les militaires dans le monde » comme l'écrit la *Quadrennial Defense Review* publiée par l'armée américaine. Selon Peter Schwartz et Doug Randall ⁴⁹, « De nouvelles formes d'accords sur la sécurité, mentionnant spécifiquement l'énergie, la nourriture, l'eau seront aussi une nécessité ». A contrario, cela élargit les prérogatives du Pentagone et lui offre une panoplie d'options plus étendues pour contrer un adversaire, quitte à investir davantage dans cet anglicisme qu'est la géo-ingénierie ou le *geo-engineering*. L'idée d'agir de façon artificielle sur la température de la planète, à l'instar des volcans (l'effet Pinatubo), ou d'augmenter de façon tout aussi artificielle la capacité des océans à dissoudre le CO₂ atmosphérique, ou de bloquer les rayons du soleil en injectant des gaz dans la stratosphère, tout cela fait partie du débat, un débat animé par d'anciens adeptes de la dissuasion mutuelle assurée, dont E. Teller. D'ailleurs, il y a quarante ans déjà, des études furent menées sur l'insémination des nuages pour provoquer des précipitations ⁵⁰, la « libération » de tensions tectoniques par explosions nucléaires souterraines ⁵¹. De façon plus générale, l'Amérique est tentée, via la focalisation sur le climat, d'élargir le champ d'activité du complexe militaro-industriel à la fois sur le plan national et sur la planète; de dériver dans l'expansionnisme en militarisant les domaines qui ne l'étaient pas, en cherchant des solutions militaires à des enjeux qui ne le sont pas.

D'autre part, le Pentagone se soucie de l'avenir de toutes ses installations qui sont vulnérables à la montée des eaux et aux tornades, cyclones et ouragans, comme la base aérienne d'Homestead en Floride ou certains sites de la marine à Norfolk, ou San Diego. Parmi les bases situées à quelques mètres au-dessus du niveau de la mer, celle de Diego Garcia en plein océan Indien est en ligne de mire. Alors qu'elle sert de plaque tournante pour les opérations

⁴⁹ Cf. Peter Schwartz et Doug Randall, « Imagining the Unthinkable: an Abrupt Climate Change Scenario and its Implications for U.S. National Security », 2003. Traduction française : *Rapport secret du Pentagone sur le changement climatique*, éditions Allia, Paris, 2006.

⁵⁰ Cf. Gordon J.F. McDonald, de l'institut de géophysique et de physique planétaire de l'université de Californie.

⁵¹ Cf. F. Press et C. Archambeau dans le *Journal of Geophysical Research*. Cf. aussi Robin Clarke, *La Course à la mort ou la technocratie de la guerre*, Le Seuil, Paris, 1972.

britanniques et américaines au Moyen-Orient et en Afghanistan, son futur est compromis.

L'intérêt que manifeste Washington pour les enjeux autour du climat s'explique par le fait que c'est un moyen d'asseoir son *leadership* et de perpétuer une stratégie de domination sur les autres pays, concurrents et adversaires. Ceux qui, dans l'arène internationale, maîtriseront une forme de « sécurité climatique » ou seront en mesure de gérer les insécurités climatiques à leur profit, pourront s'arroger la supériorité que l'atome-baromètre de la puissance des nations au xx^e siècle – ne leur confère bientôt plus. Dès les années 1970, certaines voix du monde scientifique⁵² s'interrogent : des armes capables de bouleverser la nature n'appartiennent-elles pas à la catégorie des ADM, les armes de destruction de masse ?⁵³. Tenter d'influer sur le climat est un moyen d'exercer une influence stratégique. C'est probablement dans cette optique qu'un des rapports commandités par le Pentagone s'est intitulé « Imaginons l'impensable ! ». C'est pour faire écho au mot d'ordre « Penser l'impensable » qui a tant fasciné les théoriciens de la stratégie nucléaire dont Thomas Schelling, et qui a ébloui des adeptes de la stratégie de la terreur dont Herman Kahn.

Le débat s'est animé ces dernières années et pour des motifs contradictoires. En évoquant la dimension sécuritaire du changement climatique, les écologistes ont voulu attirer l'attention de la Maison-Blanche (durant l'ère Bush) et s'assurer que ces « vérités qui dérangent »⁵⁴ soient prises au sérieux.

Le Pentagone... au rapport

Si la CIA a ouvert, dès septembre 2009, un centre sur le changement climatique et la sécurité nationale, les États-Unis ont développé un programme de réflexion sur le climat comme facteur « aggravant des risques sécuritaires » et « multiplicateur de risques »⁵⁵ dès 1979, soit trente ans auparavant. Le Pentagone analyse et publie⁵⁶. Le manque d'attention accordée à cette littérature prospective est dû non seulement aux objectifs empreints d'une certaine idéologie, mais aussi et surtout à l'ignorance dont

⁵² Cf. Gordon MacDonald, de l'université de Californie.

⁵³ Cf. aussi Robin Clarke, *op. cit.*

⁵⁴ Allusion à l'ouvrage d'Al Gore, *The Unconvenient Truth*.

⁵⁵ Expression que l'on va retrouver dans le rapport de la commission européenne.

⁵⁶ <http://securityandclimate.cna.org.report/>

pâtissent les experts environnementaux sur ce qui touche aux affaires militaires. Les pays considérés comme riches pourraient-ils, au cours des trente prochaines années, se focaliser sur leur propre survie en délaissant les pays pauvres et en les maintenant à distance ?

La rareté des ressources pourrait dicter les termes des relations internationales dans les années à venir. Tel est le fil conducteur du rapport « *The Age of Consequences* », réalisé par le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) aux États-Unis. Leon Fuerth, l'un des auteurs du rapport, a occupé le poste de conseiller pour la sécurité nationale de l'ex-vice-président Al Gore. Il estime que les modifications du climat et ses retombées en tout genre, y compris les potentialités de guerres, pourraient entraîner la fin de la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui. Mais que ce repli soit considéré comme une catastrophe ou comme un scénario paradisiaque, il pourrait advenir indépendamment d'un changement climatique. D'autre part, cette idée de repli rejoint les échafaudages pour édifier de nouvelles postures défensives pour contrer des flux migratoires ; des dispositifs répressifs visant à maintenir à distance les candidats à l'immigration.

50

Dans le scénario de crise décrit dans le rapport de Peter Schwartz et Doug Randall⁵⁷, modelé à partir d'un événement climatique qui a eu lieu il y a huit mille deux cents ans, le lecteur américain peut être rassuré : « même si les États-Unis resteront eux-mêmes relativement bien lotis, et dotés d'une plus grande capacité d'adaptation, ils se trouveront dans un monde où des vagues de réfugiés viendront se briser sur leurs côtes ; où l'Europe sera confrontée à des luttes internes ; où l'Asie sera plongée dans une crise grave à cause de l'eau et de la nourriture. Les troubles et les conflits seront alors des traits permanents de la vie sur terre ». Mais le lecteur attentif peut se rendre compte que les évolutions géopolitiques échafaudées pourraient se produire indépendamment de la moindre variation du climat. Parmi les nouvelles alliances, les auteurs font référence aux deux Corées et l'effacement de frontières entre les États-Unis et son voisin canadien. La reconfiguration inclut aussi une nouvelle répartition internationale de la menace de mort avec l'émergence de nouvelles puissances nucléaires – Allemagne, Corée du Sud, Égypte, Japon, sur fond de prolifération. On pourrait considérer qu'il s'agit là d'une dramatisation à outrance, mais pas forcément : dès 1956, des personnalités comme Neumann et Teller considèrent que les menaces liées à la maîtrise globale du climat sont plus graves que

⁵⁷ Commandité par Andrew Marshall, conseiller stratégique au Pentagone.

celles liées à la prolifération nucléaire ; alors même que le concept de la guerre géophysique ou météorologique en est encore à un stade embryonnaire ou presque.

À défaut de dresser des pistes de conclusions, rappelons que les répercussions prévues des changements climatiques sont manifestement *encore plus incertaines* que les changements climatiques anticipés puisqu'il s'agit alors d'une projection fondée sur une autre projection.

Paris, août 2011

